Séance publique du 19 mai 2003

Délibération n° 2003-1241

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Contrat d'affermage de l'eau avec la CGE - Avenant n° 15**

service : Direction générale - Mission d'audit et de contrôle de gestions - Gestions externes

Le Conseil,

Vu le rapport du 28 avril 2003, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par délibération n° 2002-0926 en date du 16 décembre 2002, le Conseil a approuvé les dispositions issues des négociations menées dans le cadre de la révision quinquennale avec les fermiers de la collectivité chargés de la distribution de l'eau potable auprès des usagers de l'agglomération.

Pour traduire contractuellement ce dispositif, le Conseil a également autorisé monsieur le président à signer les avenants correspondant aux traités d'affermage ainsi que l'arrêté approuvant le nouveau règlement du service de l'eau.

D'une manière accessoire à ces dispositions, il a également été convenu avec la Compagnie générale des eaux (CGE), opérateur principal sur l'agglomération, d'engager conjointement une action de solidarité internationale consistant à créer un fonds d'intervention pour le développement durable à destination des pays du Sud dans le domaine de l'eau. Cet accord a ainsi fait l'objet d'une rédaction particulière incluse à l'article 26-2° de l'avenant n° 14 au traité d'affermage CGE-Communauté urbaine, signé le 23 décembre 2002 :

"2° - Aide au développement durable des pays du Sud -

La Communauté a décidé d'apporter aux pays du Sud une aide régulière au développement durable dans le domaine de l'eau potable.

Les parties sont convenues que la Compagnie s'associera à cette action qui sera gérée de façon conjointe dans le cadre d'un comité de pilotage paritaire présidé par la Communauté.

La Compagnie y participera à hauteur d'une somme de 300 000 € par an, qui sera prélevée sur le résultat après impôt de son exploitation du Grand Lyon.

Les participations seront gérées au travers de conventions tripartites (bénéficiaire-Communauté-Compagnie) qui préciseront les montants engagés par chacun et les moyens mis en oeuvre."

Cette rédaction a suscité des interrogations issues d'une fausse interprétation, selon laquelle le service public de distribution de l'eau potable géré par la CGE participerait à hauteur de 300 000 € par an au financement de cette action de solidarité et par voie de conséquence la ferait supporter par les usagers du service, alors qu'en réalité il ne s'agit que d'un engagement de la CGE à affecter ainsi cette somme, prélevée sur ses résultats, au titre de sa politique de mécénat, telle que la loi l'autorise.

Il faut ajouter que l'intervention de la Communauté urbaine s'inscrit nécessairement dans le cadre des actions de coopération décentralisée prévues par l'article L 1112.1 du code général des collectivités territoriales et qu'elle se déclinera, d'une manière conventionnelle, par des accords avec des collectivités territoriales étrangères.

Aussi afin de lever toute ambiguïté sur ces dispositions, il apparaît opportun d'annuler la rédaction correspondante inscrite dans la délibération n° 2002-0926 ainsi qu'à l'article 26-2° de l'avenant n° 14, pour la remplacer par le texte suivant :

"Action de solidarité internationale -

La Communauté a décidé, dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée, d'apporter aux pays du Sud une aide régulière au développement durable dans le domaine de l'eau potable. Les parties sont convenues qu'elles mèneront une action conjointe dans ce domaine dans le cadre d'un comité de pilotage paritaire présidé par la Communauté.

Pour la Compagnie, ces actions seront menées chaque année dans le cadre de sa politique de mécénat ou de celle du groupe auquel elle appartient."

Cette rédaction modificative est convenue par les parties dans le cadre de l'avenant n° 15 au traité d'affermage qui est soumis à l'approbation du Conseil.

Par ailleurs, le nouveau règlement du service de l'eau approuvé lors de cette séance du 16 décembre 2002 contient une erreur matérielle d'impression qu'il convient de corriger.

En effet, les données indicatives intégrées au troisième tableau de l'annexe A.1.1 du règlement doivent être modifiées pour permettre la lecture suivante, conforme aux stipulations des avenants conclus avec les fermiers :

- abonnement semestriel (et non mensuel) pour un compteur de diamètre 15 mm : 26,40 € HT,
- abonnement semestriel (et non mensuel) pour un compteur de diamètre supérieur à 15 mm : sur demande.

Il est proposé au conseil de Communauté d'approuver ces diverses modifications ;

Vu ledit dossier ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu sa délibération n° 2002-0926 en date du 16 décembre 2002 ;

Vu l'avenant n° 14 au traité d'affermage passé avec la CGE en date du 6 octobre 1970 ;

Vu le règlement du service de l'eau annexé à la délibération du 16 décembre 2002 ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - l'annulation de la rédaction relative à l'action de solidarité internationale contenue dans la délibération n° 2002-0926 ainsi que la rédaction de l'article 26-2° de l'avenant n° 14 au traité d'affermage passé avec la Compagnie générale des eaux,

b) - la nouvelle rédaction de ce dispositif ainsi libellé :

action de solidarité internationale :

"la Communauté a décidé, dans le cadre de sa politique de coopération décentralisée, d'apporter aux pays du Sud une aide régulière au développement durable dans le domaine de l'eau potable. Les parties sont convenues qu'elles mèneront une action conjointe dans ce domaine dans le cadre d'un comité de pilotage paritaire présidé par la Communauté. Pour la Compagnie, ces actions seront menées chaque année dans le cadre de sa politique de mécénat ou de celle du groupe auquel elle appartient."

c) - Le règlement du service d'eau rectifié en son annexe A.1.1.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'avenant n° 15 au traité d'affermage passé avec la Compagnie générale des eaux en date du 6 octobre 1970 et l'arrêté approuvant le règlement du service d'eau rectifié par son annexe A.1.1.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,